

Séminaire EHESS 2017-2018

## **Violences fondées sur le genre : données, santé, jeux d'échelles**

Catherine CAVALIN, chargée de recherche CNRS, IRISSO, CNRS-INRA UMR 7170-1427, Université Paris-Dauphine, Paris

Pauline DELAGE, chargée de recherche CNRS, CRESPPA-CSU, CNRS UMR 7217, Paris

Delphine LACOMBE, URMIS, CNRS UMR 8245 - IRD UMR 205 - Universités Paris 7 Diderot – Nice Sophia Antipolis

Voilà près de quarante ans que, sous l'effet des revendications féministes, les violences envers les femmes et un peu plus récemment les « violences fondées sur le genre », ont fait l'objet d'une politisation engageant de nombreuses instances de la vie sociale. Des institutions sanitaires, policières, juridiques et judiciaire, des espaces associatifs impliquant nombre de travailleurs sociaux et de militants professionnalisés : toutes ces instances configurent aujourd'hui une problématisation publique qui non seulement eût été impensable avant les années 1980, mais qui paraît en outre cristalliser l'un des objectifs apparemment les plus consensuels et les plus itératifs des pratiques gouvernementales visant l'égalisation des conditions entre les sexes. Ce phénomène de publicisation est d'autant plus patent qu'il a été et reste un phénomène transnational, présent dans les sociétés « des Suds » comme « des Nordes », et dans lequel une institution telle que l'ONU – et notamment son bras sanitaire, l'OMS – ont tenu un rôle important.

Cela étant, ce mouvement s'est partout accompagné d'une multiplication des qualifications des violences et parfois d'un éclatement définitionnel. Sous l'effet de l'appréhension des « violences de genre », le gain en visibilité a permis d'englober les violences masculines envers les femmes, les violences institutionnelles non nécessairement masculines à l'encontre des femmes et des filles, mais aussi celles parfois qualifiées de transphobes, homophobes ou lesbophobes. Spécifiées selon leurs destinataires, ces violences ont aussi pu être appréhendées selon des espaces physiques ou sociaux de perpétration (violences domestiques, familiales, conjugales, harcèlement de rue), les atteintes au corps et à la psychè (violences sexuelles) qu'elles occasionnent, problématisées selon leur caractère systématique, massif et extrême (féminicide/fémicide), ou selon leurs liens avec les réseaux de criminalité organisée (traite, exploitation sexuelle et commerciale).

En 2017-2018, ce séminaire a exploré le *continuum* de ces violences, mais aussi ce phénomène contradictoire où l'apparent consensus en faveur de leur politisation n'est pas synonyme de leur illégitimité. Nous avons insisté sur les subjectivités des violences, sur les controverses autour de leur qualification et de leur quantification, sur les jeux d'échelles par lesquels elles deviennent un enjeu social dans les sociétés post-industrielles comme dans les pays en développement, dans les pays en (sortie de) guerre ou dans la mémoire des conflits armés. Ainsi, nous avons notamment veillé à inscrire l'analyse de ces violences dans les contextes politiques de leur perpétration.

Les trois dimensions (« données, santé, jeux d'échelles ») auxquelles renvoie le sous-titre de notre séminaire ne sont pas indépendantes. Néanmoins, pour cette première année d'enseignement (sur trois années programmées au total), nous avons surtout insisté sur la production des données, et ce de deux manières :

- Dans l'enseignement lui-même, en présentant la nature des données produites sur les violences fondées sur le genre dans les vingt dernières années et en exposant les débats dont elles ont fait l'objet. Productrices-teurs elles-eux-mêmes de données sur la question, plusieurs intervenant-e-s ont partagé avec nous leur analyse de la confrontation des sources récentes, qui ont donné corps aux violences fondées sur le genre comme problème public. Ce fut le cas de Christelle Hamel (INED) qui a fait le récit de la co-production des analyses et des savoirs d'ordre scientifiques-institutionnels et féministes en France. Mathieu Trachman, Tania Lejbowicz et Stéphanie Condon, également de l'INED, ont expliqué la construction scientifique de données quantitatives pour les catégories minoritaires. Océane Pérona (LAMES) et Solenne Jouanneau (IEP de Strasbourg) ont présenté chacune leurs récents travaux, la première sur le traitement policier des plaintes pour violences sexuelles, la seconde sur le traitement judiciaire de l'ordonnance de protection pour les situations de violences conjugales. Nathalie Narváez Bruneau (Université Bretagne Occidentale), Clotilde Lebas (Chercheuse indépendante) et Stéphanie Kunert (ICOM, Lyon II) ont pour leur part exploré les conditions et les usages littéraires des témoignages ou des mises en récit de la violence de genre. Gill Allwood (Nottingham Trent University), Khursheed Wadia (University of Warwick) et Gwenaëlle Perrier (Univ. Paris XIII, CERAL) ont rendu compte de leurs enquêtes sur les procédures de l'action publique pour qualifier les violences et pour y répondre.
- Dans les mini-mémoires qu'elles ils nous ont rendus, nous avons demandé aux étudiant-e-s de réfléchir à leur propre production de données, tels qu'elles-ils la pratiquaient dans leurs travaux de mémoires en cours à l'École, et à la manière dont les données disponibles étaient pour elles-eux accessibles ou non, plus ou moins opaques, plus ou moins aidantes dans la compréhension des violences fondées sur le genre.

Cette année d'enseignement, enfin, s'est articulée avec les travaux du labo VisaGe, issu d'un financement 2017 de la Cité du Genre (Université Sorbonne Paris-Cité, USPC). La première séance du séminaire a eu lieu concomitamment à la constitution du labo, le 4 décembre 2017. Parmi les invitées : E. Brown (INED) "De l'ENVEFF à l'enquête Violences et rapports de genre" (VIRAGE), J. Pannetier (IRD-CEPED) "Santé, parcours migratoires, violences de genre", A. Guillaume (IRD-CEPED) "Santé, reproductrice et sexuelle et violences de genre", M. Lapalus (Centre max Weber, Lion II) et M. Rojas (Universidad de Costa Rica, USPC) "Histoire et enjeux politiques d'une catégorie conceptuelle et juridique : le féminicide".